

LE CHÔMAGE À SAINT-NAZAIRE...

Oui, je sais! Notre excellent confrère et ami le «*Combat Syndicaliste*» a donné le ton! Il est entendu que victime du système économique en vigueur et d'une agression brutale de la part du patronat qui entend régler ses contradictions sur le dos des travailleurs, ceux-ci ont riposté avec vigueur. Il est entendu que cette riposte a été émasculée par la faiblesse des organisations syndicales et par les manœuvres de leurs cadres vendus à quelqu'un ou à quelque chose. Il est sûr que la solution du chômage à Saint-Nazaire reste l'action directe contre le patronat et l'État, que cette lutte est celle de tous les ouvriers du pays et que la solution logique est la révolution sociale à caractère libertaire. Ne voulant pas me créer d'ennuis majeurs, je souscris à tout ça! Mais ce morceau d'éloquence jeté aux quatre vents de la raison, on me permettra tout de même de poser quelques questions et de faire part aux lecteurs de quelques réflexions que la situation de l'emploi à Saint-Nazaire me suggère.

D'abord et dans le cadre d'une réalité économique actuelle, deux questions se posent. Pourquoi, plus particulièrement à Saint-Nazaire, la question du chômage se pose-t-elle? Enfin, pour quelles raisons les industries en perte de vitesse ne bénéficient-elles pas des projets de reconversion qui assureraient la sauvegarde des capitaux investis par le patronat et la tranquillité sociale d'une région qui a déjà posé bien des problèmes aux gouvernements?

Tout d'abord, et en dehors d'autres considérations parfaitement valables, on doit constater que la situation des constructions navales qui sont à la base de la vie économique de Saint-Nazaire a été durement touchée par la modification des rapports entre la métropole et ses anciennes colonies et par les transformations profondes qui sont intervenues dans la technique des communications. Cette détérioration de la construction navale, d'abord freinée par la nécessité de reconstituer le tonnage détruit par la guerre, prend un caractère catastrophique. Et pour la construction maritime comme pour l'industrie minière, comme pour d'autres industries d'ailleurs, un problème se pose que l'économie actuelle devra résoudre mais que nous devrions résoudre nous-mêmes si nous parvenions à transformer le système économique. Ni l'État, ni le patronat (à l'exception peut-être de l'équipe des jeunes patrons) ne semblent disposés à prendre les mesures qui s'imposent. Il semble que le patronat, grâce à l'aide de l'État, s'apprête à déménager ses usines, laissant sur place un prolétariat batailleur par tradition. D'autre part, il semble également que ce prolétariat refuse la dispersion qui le noierait dans une masse plus avachie. Il est certain que même pour une économie révolutionnaire, un double problème se poserait. Doit-on conserver une concentration ouvrière dans une contrée donnée, que l'évolution des techniques ne justifie plus et qui est le fruit légué par le désordre de l'économie capitaliste? Doit-on reconvertir des industries dans des conditions qui rendent les prix de revient prohibitifs pour toutes économies, qu'elles soient capitalistes ou socialistes?

Des solutions nous sont proposées par le mouvement ouvrier, solutions valables soit dans l'économie actuelle, soit dans une économie socialiste, solutions qui ont le caractère divers des organisations qui nous les proposent. Ce sont, soit la nationalisation, soit la socialisation, soit la syndicalisation. Mais ces solutions, quelles que soient celles que l'on choisisse, même si elles réduisent les frais généraux, diminuent le prix de revient, ne supprimeront pas le problème de la transformation, de la technique du transport, de la concentration de la population dans un secteur. Ces solutions, en reprenant à leur compte la gestion déficitaire de l'industrie de la construction maritime, risque de faire la preuve de l'incapacité de ces gestions collectives à résoudre le problème de l'emploi dans cette région, et enfin ces solutions entérinent la monstrueuse concentration de l'économie capitaliste qui porte la responsabilité première de la situation actuelle. On peut prétendre que ces solutions présenteront un inconvénient identique au lendemain ou à la veille de la révolution. Je dirai même que quel que soit le régime économique du pays, la situation de Saint-Nazaire devra, économiquement, être réglée d'une façon viable à peu près identique, compte tenu, bien sûr, de l'organisation syndicaliste du travail et du caractère égalitaire des salaires ou de ce qui en tiendra lieu.

En vérité, Saint-Nazaire est un problème difficile, hérité d'une époque où l'intérêt d'une classe implantait suivant son bon plaisir des économies, destinées à un rapport immédiat et en dehors de toutes considé-

rations sociales. La reconversion de cet état de choses pose des problèmes que les marxistes ont parfois résolus en déportant massivement des populations, que les capitalistes ont résolus en affamant d'autres populations chassées de leur foyer par la misère. Ces solutions ne sont pas les mêmes, et, nous l'espérons, elles ne seront jamais celles du mouvement ouvrier révolutionnaire. Alors il n'en reste qu'une. C'est le fonds de garantie de l'emploi. C'est le fonds de compensation. Et cette solution, compte tenu, une fois de plus, des modalités propres aux différents régimes qui l'appliquent, est la seule possible pour corriger l'imbécile concentration économique qui a créé partout des chancres sociaux qui se mettent à infecter aussitôt que le germe économique qui a été à leur origine disparaît pour faire place à d'autres. Certes, il faut lutter contre cette volonté patronale de laisser le prolétariat de Saint-Nazaire étouffer; certes, il faut lutter pour qu'un fonds national permette l'implantation dans cette région de nouvelles industries «rentables» chargées de donner à ce terme non le caractère du profit capitaliste, mais du prix de revient qui concerne toute la population. Certes, il faut arracher le salaire national garanti dans ce régime comme il faudra garantir les conditions d'existence une fois arrachée la transformation de l'économie. Certes, il faut empêcher le transfert brutal ou par élimination économique, d'une population dans la mesure où elle préfère rester sur place. Certes, il faut faire la révolution sociale. Oui, je partage l'avis de mes amis du «*Combat Syndicaliste*». Mais ce cadre révolutionnaire dont ils nous parlaient dernièrement, il va falloir le remplir, et on ne réglera pas, le problème de Saint-Nazaire avec des formules mais à travers une étude sérieuse de la situation économique que nous lègue le système capitaliste et qui pose des problèmes humains comme les concentrations de populations et les disparitions d'industries qui dépassent le cadre d'un système. Et c'est d'ailleurs en trouvant les éléments qui rempliront le cadre révolutionnaire que nous rapprocherons le mouvement libertaire des masses d'où se trient les militants.

P.S.: Aux dernières nouvelles le gouvernement nous informe qu'une succursale Renault va s'ouvrir à Saint-Nazaire. En dehors du fait que cette mesure notoirement insuffisante a été prise pour pallier la carence du patronat français qui refuse de s'installer dans la ville rouge, cette mesure ne change en rien au fond de cet article qui tend à montrer les dangers des concentrations économiques «saisonnnières» et la nécessité d'imposer un fonds de régularisation qui assure le salaire national garanti, fonds prélevé sur les bénéfices industriels.

Maurice JOYEUX.
